

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

FRANCE, les travailleurs livre ,ouvriers étrangers	p I
RELATIONS	p 8
BOLIVIE	p 9
NOTES DE LECTURE trois livres sur la Chine	p II
DOCUMENTS Mads ,Rockers et la révolution	p I5
GRANDE BRETAGNE les dirigeants de l'automobile l'école dans les docks	p I7
ALLEMAGNE travailleurs et syndicats	p 2I
CORRESPONDANCE	p 22
PUBLICATIONS	p 26

LE NUMÉRO
0,50 francs

NUMERO 45

mensuel

JANVIER 1966

France des travailleurs

LIVRE (labour)

un camarade nous donne un compte rendu de ce qu'il appelle: le coup des congés d'hiver.

Tout d'abord, il est toujours utile de le rappeler aux camarades ignorant le fait, les travailleurs du livre sont partagés en deux catégories: le labour "purgatoire" obligatoire où le travailleur du livre marine pendant 3, 4 ou 5 ans, ou beaucoup plus avant d'accéder au "paradis", c'est-à-dire la presse, secteur privilégié où la paie est meilleure, le travail moins intensif, etc.. On n'y entre pas comme cela et si le syndicat (en l'occurrence la CGT qui possède le label absolu de l'embauche) place des camarades ayant accompli leur "temps légal" de labour, d'autres se débrouillent, font la "cour aux équipes" usent du piston, pour parvenir au rang de "canardier" (le gars de la presse). Ces précisions faites, rappelons enfin que la presse, en plus des quatre semaines de congés légaux, bénéficie de congés d'hiver, huit jours à prendre dans les débuts de l'année (un copain-presse d'I.C.O. nous apprend même qu'il a deux semaines, soit 6 semaines de congés totaux), qui doivent bien sembler agréables à cette période...

Dans le labour, secteur qui fut moins combatif que la presse, il faut le dire (petites boîtes aux patrons "de combat", ouvriers moins organisés) on discutait depuis quelque temps déjà de ces sacrées vacances d'hiver. Nous faisons le calcul suivant: si nous réussissons à arracher un jour ces congés supplémentaires - payés il va sans dire- le Livre bénéficiera ainsi dans son entier des vacances d'hiver et le Livre les ayant, d'autres secteurs pourraient à leur tour (la métallurgie par exemple) faire "tache d'huile" et ainsi de suite

Vers les débuts novembre 65, le délégué de ma boîte - petite imprimerie d'une quarantaine de personnes- nous informe que ça y est: on va se battre, on passe à l'action, le syndicat a décidé de lancer... une heure de grève le 16 novembre, pour appuyer notre revendication, face à l'Union Parisienne des Syndicats patronaux de l'imprimerie concernant les congés d'hiver. Et il est promis qu'on remettra ça, et en plus fort (!) si les patrons ne cèdent pas. On va voir ce qu'on va voir...

Bon. Une heure de grève, c'est de la rigolade mais enfin il faut profiter de l'occasion pour nous mettre à l'épreuve (si j'ose dire); j'ajoute que les gens de ma boîte ne sont pas spécialement bagarreurs, on fait "des heures", on se moucharde de temps à autre, bref nous sommes des ouvriers dans la bonne moyenne, et chez nous, il y a des salauds, des gars bien, d'autres bien tranquilles, "Aurore" et Tiorcé en bandoulières; on vit, quoi! Cela pour dire qu'on ne saurait nourrir d'illusions exagérées sur la combativité des troupes de notre maison, il fallait le signaler.

L'heure de grève étant à effectuer selon le choix des ouvriers, le délégué -, qui "s'y est mis" parce que personne n'était volontaire- nous réunit autour des marbres et chacun exprime son avis. Surprise agréable, les gars sont tous favorables au principe de la grève et trouvent qu'une heure est une bonne blague; d'autre part, on choisit une heure particulièrement défavorable à la fabrication, ce qui est de bonne guerre, et l'on se sépare dans une ambiance plutôt encourageante.

Le 16 novembre, la grévotte s'effectue bien tranquillement. A signaler

que le directeur adjoint ironise quelque peu: " une heure, les gars? ce n'est pas de la grève, ça, une demi-journée, ou une journée, oui, mais, ça! " Il a raison et on a bonne mine. Néanmoins, nous avons fait notre devoir de syndicalistes - je ne dirai pas notre B.A. mais enfin... - et on attend, l'âme en paix, la réaction patronale.

Les jours, puis les semaines passent et, Soeurs Anne, en blouse ou salopette, nous ne voyons rien venir. Si, pourtant un jour, je vois venir mon pote le délégué qui me tend discrètement une feuille tapée à la machine et me demande ce que "j'en pense". Je livre ci-dessous aux camarades, la prose en question, elle émane de nos "responsables" parisiens.

"Comité Intersyndical du Livre Parisien:

"Communication: aux camarades des Imprimeries et ateliers du Labour. Le Comité Inter (syndical, etc..) s'est réuni le 25 novembre afin de procéder à l'examen de la situation à la suite de l'arrêt de travail d'une heure, du mardi 16 novembre cette action ayant été adoptée unanimement par l'Assemblée des délégués tenue le 8 novembre pour marquer la protestation des ouvriers du Labour contre le refus opposé par l'Union Parisienne des Syndicats patronaux de l'Imprimerie à la revendication visant à obtenir l'octroi d'une semaine de congés en hiver.

Le Comité Inter a enregistré que l'arrêt de travail d'une heure avait été observé par la quasi totalité des camarades du Labour qui, en la circonstance ont fait preuve de cohésion et de discipline; par ailleurs, il a constaté que, ni après la journée du 16/II, ni les jours précédents, les syndicats patronaux ne se sont manifestés en vue d'une reprise du dialogue.

Tenant compte de ce que l'ampleur de la manifestation et son unanimité portent le témoignage probant de l'attachement des ouvriers du Labour à la satisfaction de la revendication; ayant pris connaissance des résolutions et ordres du jour qui lui ont été adressés exprimant leur volonté de poursuivre l'action, et de suivre les directives du Comité Inter; compte tenu également de ce que l'Assemblée des délégués lui avait expressément donné mandat pour décider d'un nouvel arrêt de travail dans le cas où aucun fait nouveau concernant la revendication, ne serait intervenu, le Comité Inter avait envisagé d'appeler les camarades des Imprimeries et ateliers du Labour à observer un nouvel arrêt de travail, accentué par rapport à celui du 16/II.

Mais par suite de circonstances découlant de la réunion de la Commission Paritaire interfédérale, qui a eu lieu le 26 novembre au siège de la Fédération Patronale, il a cru devoir différer ce mot d'ordre.

En effet, la Commission Paritaire Interfédérale avait à se prononcer sur la revendication présentée par notre Fédération et qui portait sur l'augmentation des salaires.

Après une longue et ardue discussion, la délégation patronale a finalement fait droit à cette démarche; toutefois, elle a conditionné la signature du protocole d'accord à l'assurance qui lui serait donnée que la perturbation subie par les imprimeries parisiennes le 16/II ne se renouvellerait pas.

La délégation de la Fédération française des travailleurs du Livre ne pouvait pas prendre un tel engagement dont la responsabilité incombe essentiellement aux syndicats parisiens. C'est parce qu'il a conscience de cette responsabilité que le Comité Inter, réuni d'urgence le 30 novembre, a estimé qu'il y avait lieu de différer l'application des dispositions qu'il avait envisagées afin de ne pas compromettre la conclusion de l'accord qui a porté certaines satisfactions à nos camarades de province les plus défavorisés; il ne considère pas, pour autant, que la revendication est abandonnée; convaincu qu'elle peut être satisfaite sans compromettre la marche des entreprises, il a décidé de demander un nouvel entretien à l'Union parisienne afin de faire valoir à nouveau les arguments qui militent en sa faveur et de tenter d'obtenir une conclusion satisfaisante. Le Comité Inter a estimé également qu'il convenait de réunir les délégués afin de procéder avec eux à l'examen de la situation et en tirer les conclusions. Cette réunion a été fixée le 9 décembre, 14h30, à la Bourse du Travail Salle J. Jaurès- Métro République. "

Pour moi, évidemment, c'est un enterrement de première classe, et nos responsables découvrent maintenant qu'une discussion sur une augmentation était en cours, il est bien temps ! De plus, car ils n'oublient rien les camarades, on nous balance les pauvres travailleurs de province dans les pattes (c'est vrai que nos camarades de province sont moins payés et réclament de l'augmentation, oui, mais comme ils tombent bien en ce moment). Pour moi, la cause est entendue, c'est cuit, et je le dis au délégué, qui partage le même avis. Mais mon opinion ne compte pas plus spécialement que celle des autres copains et je demande au délégué s'il a montré la "communication" à l'ensemble des gars: " tu comprends ce n'est pas trop facile en ce moment, beaucoup de boulot et peu de temps, mais bien sûr je vais la montrer, oui... Tu réunis les gars pour avoir notre avis, avant d'aller à la réunion des délégués le 9 décembre, hein? - Oui, oui, bien sûr, faut les réunir, c'est normal, faudra trouver un moment..."

Il est vrai que ce n'était pas facile, une grosse revue nous absorbant à ce moment en un boulot accéléré. On ne peut se réunir que la jour même (9 décembre) du rassemblement des délégués-labour à la Bourse du Travail, à 13h à notre reprise de boulot. C'était suffisant toutefois pour que notre délégué ait la température de la boîte. Elle était bonne d'ailleurs et nous avions discuté de la fameuse "communication" de copain à copain l'ensemble trouvant que le Syndicat se foutait un peu de nous. Enfin, et trouvant que ça pouvait valoir le coup, j'avais établi rapidement chez moi un projet de motion sur lequel nous pourrions éventuellement travailler lors de notre réunion à l'atelier le 9 décembre.

Ce jour-là, après discussion générale, et, toujours surprise agréable, une condamnation également générale des "méthodes de lutte" du Syndicat, je présente la motion en soulignant que ce n'est qu'un projet. Adoptée à l'unanimité je souligne qu'il ne faut pas s'emballer qu'on va la relire, que nous devons bien réfléchir avant, ce qui est normal. De son côté le délégué demande si tous les gars sont bien réellement d'accord pour continuer "l'action", éventuellement, et qu'il ne s'agira pas d'aller bavarder par derrière après... Oui, oui, d'accord, ça colle, ambiance bougrement sympa (et cela fait du bien parfois !) un jeune copain limotypiste, en général plutôt apolitique dans le plus mauvais sens du terme, se précipite pour taper la motion, il rayonne et ce bref moment d'accord je crois qu'il s'en souviendra longtemps, même si tout redevient moche après, comme à l'habitude.

Voici la motion que notre délégué présentera à la Bourse du Travail :

" Le personnel de l'imprimerie ... (nom de la boîte) réuni en Assemblée syndicale le 9 décembre 1965 a pris connaissance avec surprise, de la "Communication" du 30 novembre adressée par le Comité Intersyndical du Livre Parisien aux syndiqués des Imprimeries et ateliers du Travail.

Les camarades assemblés s'étonnent en effet et s'inquiètent de ce qui peut apparaître comme un freinage, voire un arrêt de notre action pour l'obtention des congés d'hiver.

Quelles que soient les négociations en cours (l'augmentation des salaires par exemple) les camarades estiment qu'on ne peut dissocier les deux actions - congés d'hiver et augmentation - et surtout pas céder à la manœuvre en forme de chantage de la Fédération patronale.

En conséquence l'Assemblée des syndiqués de l'imprimerie X... demande la poursuite de l'action pour l'obtention des congés d'hiver, c'est-à-dire l'accentuation de la grève, conformément à ce qui avait été envisagé ultérieurement et fait confiance à l'ensemble des syndiqués du Travail afin que soient respectés de notre côté, logique et courage. Elle mandate son délégué pour exprimer et défendre ces positions à la réunion du 9 décembre à la Bourse du Travail. " Paris, le 9 décembre.

Le lendemain, nous apprenons que notre motion a été applaudie par l'ensemble des délégués (plusieurs centaines) et que les gars des boîtes du Travail comme nous, sont peu satisfaits de la "tactique" de nos responsables. Une motion de "conciliation" présentée après la nôtre ne recueillera qu'une voix ! Le résultat est donc plutôt reconfortant quant à la combativité des gars en général. Et pourtant nous ne nous faisons aucune illusion: la grève est cuite, l'accord se fera malgré nous, pourra-t-on dire, malgré l'ensemble des travailleurs du Travail de la région parisienne !

Vers la mi-décembre, nous avons reçu "l'imprimerie française", organe officiel de la Fédération française des travailleurs du Livre. En bas de la page I, on trouve à la chronique "Labeur" l'article que nous reproduisons tel quel:

"Comme il nous en avait donné mandat au dernier comité fédéral élargi et nous avons reproduit l'échange de correspondance, une réunion paritaire s'est tenue le 26 novembre pour discuter de notre revendication sur les salaires labeur.

Discussion ardue, très dure. En fin de séance, nous pensions arriver à un accord portant, pour la province sur le I^o d'abattement de zone au I^o janvier et pour l'ensemble à une augmentation de 2% indexés, applicables le 3 janvier.

Nous étions près de la réalisation de cet accord lorsque les délégués patronaux ont été informés que des mouvements de grève limités se déroulaient dans les grosses entreprises parisiennes, et notamment dans celle du Président de la Fédération des maîtres imprimeurs.

Il faut rappeler à ce sujet que nos camarades parisiens ont depuis un certain temps déposé une revendication portant sur six jours de repos à prendre en hiver; qu'un mouvement de grève d'une heure a déjà été déclenché pour soutenir cette revendication.

Donc, en fin de cette réunion, les maîtres imprimeurs posaient à la délégation fédérale la question suivante: " Nous voulons bien vous accorder 2% au 3 janvier, mais encore faut-il que dans le même temps, nous ne subissions pas d'arrêts de travail ".

C'était là un engagement que la délégation fédérale ne pouvait prendre nous nous sommes donc séparés sans qu'un accord puisse intervenir.

Depuis ce 26 novembre, le climat s'est durci.

Une récente assemblée des délégués du labeur des entreprises parisiennes mise en face d'une résolution présentée par notre camarade, l'a rejetée à l'unanimité moins une voix.

Cette résolution donnait mandat au Comité interlabeur parisien de poursuivre les discussions avec l'Union parisienne pour qu'un accord puisse intervenir sur cette semaine d'hiver avant le I^o juin 1966.

Le Comité Fédéral élargi qui se tiendra les 14 et 15 janvier aura à se prononcer sur la situation que nous connaissons. Elle est très simple: nous avons une proposition d'augmentation des salaires de 2% applicable au 3 janvier, avec une condition, que certains appellent chantage, que des discussions s'engagent sans mouvement de grève.

Le Bureau fédéral ne fera aujourd'hui aucun commentaire sur cette position, nos camarades de province trouveront simplement ci-dessous les nouveaux barèmes applicables au I^o janvier en fonction de la modification des abattements de zone."

On voit le style, la présentation objective des faits et le copain non informé apprendra avec stupéfaction que les délégués du Labeur ont repoussé à l'unanimité moins une voix, une résolution qui donnait mandat au Comité Inter pour un accord sur nos fameux congés d'hiver... avant le I^o juin 1966. Bien entendu, il ignorera que l'ensemble des délégués avait approuvé une autre motion, qui préconisait une autre méthode...

On en est là. Nul doute que les discussions vont maintenant arriver à une heureuse conclusion et qu'on aura nos 2% d'augmentation. On aura amusé les gars avec une heure de grève, puis on les aura démobilisés tout aussi gentiment. On aura ainsi fourni au patronat l'occasion de nous coller une grande claque à travers la gueule (c'est peu poli, mais je ne vois pas d'autre terme). Vivent les vacances d'hiver !

D'un camarade de Lorraine:

Voici quelques jours, en parcourant le bulletin d'entreprise CFTD de la SOLLAC, cette boîte bien aimée où je travaille toujours.. pour mon malheur je trouve cet article que je joins à ma lettre et qui me semble pas mal fait, parce que

c'est le premier article que je trouve dans ce bulletin et qui ne se termine pas par le classique "adhérez à la grande centrale démocratique... renforcez les rangs de la CFDT..." D'autre part, le sujet mérite discussion; en effet, l'exploitation des travailleurs étrangers par les patrons est un problème qu'I.C.O. ne peut méconnaître, d'autant moins que les travailleurs français ont souvent - très souvent même - la même attitude que leurs patrons vis à vis de ces étrangers. Dans le dernier numéro d'I.C.O. une camarade a soulevé le problème à propos de la Suède où elle travaille justement en tant qu'étrangère.

Dans cet article que je vous envoie, il y a bien des choses critiquables l'appréciation du rôle que devraient avoir les "autorités publiques" dont le droit à l'existence n'est pas mis en doute par les militants CFDT (pas plus que par ceux des autres centrales d'ailleurs), par exemple, enfin tel qu'il est ce papier est passable, s'il peut ouvrir une discussion tant mieux, d'ailleurs discutons tout de suite des responsabilités de cet état de fait et des moyens d'y remédier. Il y en aurait un qui permettrait de limiter les dégâts, c'est de prévenir nos camarades étrangers de ce qu'ils font et de ce qui les attend en venant ici... Qui le fait? Sur place ce rôle semble naturellement dévolu aux militants ou organisations ouvrières, le font-ils? La question est posée plus particulièrement dans le cas de l'Espagne aux camarades de l'A.S.O. dont la représentabilité est farouchement disputée par nos camarades de la CNT, de l'UGT, et de la "Révolution Prolétarienne"; ensuite la même question est posée aux mêmes camarades des "organisations traditionnelles" avec une autre question: que font ces camarades en faveur de leurs compatriotes fraîchement débarqués en France? (ou ailleurs). Pour le cas qui nous occupe (les étrangers à Sollac en Moselle) la réponse est simple: RIEN. Combien de vieux camarades que nous connaissons bien, que nous estimons, et qui furent les meilleurs des révolutionnaires ont essayé de contacter leurs jeunes compatriotes? Je ne parle pas d'endoctriner, mais bien de "contacter" ne serait-ce que pour les dépanner? RIEN, il faut le dire, au risque de déplaire au plus grand nombre: ce n'est généralement que mépris; plus parfois, j'ai entendu des copains Génétistes traiter les travailleurs portugais avec un racisme écoeurant... Après cela parlons d'Internationalisme ouvrier....

Voici l'article en question:

INTERNATIONALE OUVRIERE: EST-ELLE UNE REALITE.

Les conditions de vie des travailleurs étrangers sont peu connues. Cependant, ils participent à part entière à la prospérité de nos usines et de la France.

Les étrangers sont embauchés en France pour équilibrer le marché de la main d'oeuvre, c'est-à-dire de la loi de l'offre et de la demande.

Quand l'offre est supérieure à la demande, dans le domaine bien précis de la main d'oeuvre, les travailleurs sont moins exigeants pour leurs salaires, moins revendicatifs pour leurs conditions de travail, l'ombre du chômage plane, le climat social est favorable pour les patrons et le gouvernement, les salaires sont bas, les bénéfices augmentent. C'est ce que Monsieur Pompidou et le patronat français appellent le plan de stabilisation.

Les étrangers tiennent bien souvent les petits emplois peu rémunérés comme manoeuvre, OS I, etc... L'on ne tient pas compte de leurs capacités, ni de leurs valeurs humaines. Ce fait permet aux métropolitains de monter dans la hiérarchie du travail et de se faire de meilleurs salaires. (encore faut-il le dire vite) mais c'est pourtant bien comme cela que ça se passe. S'ils n'étaient pas là, ces étrangers, il nous faudrait à nous, Français, remplir ces emplois que nous trouvons bien souvent normal de voir remplir par ces camarades: pontonniers - chariotistes - emballeurs - balayeurs - égoutiers nettoyer les caves du 5 cages (I) le samedi ou dimanche matin, le corps enduit malgré les protections vestimentaires d'huile de palme cuite, noir comme de la suie, gluante

(I) il s'agit des cinq cages d'un train de laminage, une des pièces maîtresses du laminoir.

qui vous imprègne le corps y compris les cheveux...

Toujours pour stabiliser ce plan de stabilisation, cette main d'oeuvre est embauchée sous contrat de 3 à 6 mois, c'est-à-dire à court terme, comme on loue une voiture ou une machine... que l'on remise quand on n'en a plus besoin. Certains retournent dans leur pays d'origine, beaucoup restent sur place, faute d'argent pour payer leur voyage de retour. Il faut vivre après le découragement, l'on réagi, petit larcin par-ci, par-là, passage au tribunal, condamnation, parfois prison...

À la sortie, les bons samaritains sont là prêts à leur rendre service ce sont les marchands d'hommes : FERRARI, ONET (2), etc... qui i posent les conditions de salaires et de travail qu'ils veulent. La sécurité de l'emploi n'est plus que de la journée, et encore... Nous reviendrons sur ces conditions de travail de ces entreprises d'esclaves.

Venons en aux camarades qui ont fini leur contrat et qui soit-disant deviennent travailleurs à part entière dans l'usine.

Rien n'est fait pour faciliter leur adaptation à leur vie de travail à leur vie tout court. Les lois françaises sont compliquées ainsi que les notes de service de la Direction, et toujours publiées en français. Les interprètes eux-mêmes peu ou pas au courant des lois et règlements ne leur sont que de peu de secours.

Mais la plus grave c'est que le début de leur séjour a été prometteur. La différence de salaire avec leur pays d'origine leur a fait croire au miroir aux alouettes: logement neufs, meubles, vêtements, télé, voiture, etc... Mais avant il faut se loger... La Sollac ne s'est pas engagée à loger les étrangers, mais dans la pratique cela se dit de bouche à oreille, quand la famille a pu se loger un certain temps en France, et par ses propres moyens, l'on peut faire sa demande de logement à l'I.T. (3) La pratique, là encore, nous révèle qu'un certain nombre a été effectivement logé. (Dans quelles conditions financières... là c'est un autre problème que nous n'aborderons pas aujourd'hui). L'on s'adresse donc où l'on peut trouver ce local provisoire, à la Malgrange (4) par exemple, où, avant d'entrer l'on vous extorque 50.000 A.F. sans reçu: de la main à la main, avant d'avoir le droit de pénétrer dans ce taudis, au toit en passoire, et c'est 10.000, 12.000 A.F. ou plus, sans compensation d'allocation logement qu'ils devront payer.

Puis ce premier cauchemar est terminé.

L'appartement est attribué, il faut le meubler. Les magasins regorgent d'objets, les conditions de paiement sont très alléchantes, et sans se faire conseiller l'on signe, l'on signe tout ce que ce très courtois commerçant vous propose de signer; il est si gentil, c'est la première personne aussi aimable rencontrée jusqu'à ce jour.. et...

C'est cet espagnol qui a signé son bon de livraison, ainsi que son contrat de crédit, au magasin et qui attend toujours ses meubles. Le Tribunal ne connaît que les papiers signés, il devra donc verser ses 150.000 A.F. pour rien et, un second pour la même raison : 200.000 A.F.

Même motif, même punition pour celui qui n'a pas reçu ses chaises de salle à manger, mais que le Tribunal n'absout pas : 100.000 A.F. Et cet autre qui n'a reçu qu'un fourneau sur deux ... 150.000 A.F. au feu.

Vous devez en lisant ces lignes, penser que nous exagérons un peu.

Contactez vos camarades italiens et espagnols: et vous serez surpris de voir jusqu'ou va l'exploitation des travailleurs étrangers.

Bien sûr, tous les commerçants n'agissent pas de cette façon, il s'agit de ces escrocs qui font faillite périodiquement et ouvre un nouveau magasin quelques temps plus tard, sous un autre nom.

Que dire encore des difficultés administratives : allocations familiales, logement, sécurité sociale, etc.. le percepteur, car les célibataires étrangers doivent l'impôt au même titre et à part entière comme les jeunes Français. C'est par ignorance et par erreur que ce jeune italien paye 2 fois ses impôts ... avec retard bien sûr, car la paye est petite et les impôts sont lourds... enfin las au bout de la troisième année, après maintes visites à la perception, on s'aperçoit qu'il paye également les impôts d'un autre camarade. La situation est rétablie mais le percepteur

ne rend pas les indemnités de retard... tant pis pour lui.

Pour en sortir l'on restreint les frais, l'on quitte Cofimeg (5) au loyer élevé... et c'est encore des dépenses, inimaginables parfois plus de deux cent mille anciens francs pour les dégâts causés.

Pour en sortir, c'est le cas de ce camarade algérien qui demande sa mutation pour un emploi plus rémunérateur : va-t-en voir Boumedienne, lui répond Monsieur C.

Ces lignes n'ont pas pour but de pousser nos camarades étrangers à la révolte, mais ont pour but principalement de nous faire réfléchir à la misère qui nous entoure, qui habite sous notre toit, que nous ne voyons pas, que nous ne comprenons pas toujours.

Nos patrons qui par l'apport de la main d'oeuvre étrangère ne pensent qu'à leur profit ont des responsabilités écrasantes dans cet état de fait ainsi que les Pouvoirs Publics qui les aident et tolèrent cette situation.

Mais, nous, travailleurs, qui égoïstement dans notre civilisation du confort, négligeons de prendre nos responsabilités, ne sommes-nous pas également responsables???

Sommes-nous décidés à ce que " L'INTERNATIONALE OUVRIERE" ne soit pas un vain mot?

- (2) ONET: une entreprise de nettoyage utilisée par Sollac et n'employant que des étrangers, entreprise négligeant totalement les règlements de sécurité.
- (3) I.T.: Immobilière Thionvilloise: société immobilière chargée de loger le personnel Sollac en fait, cette société est entièrement contrôlée par Sollac.
- (4) La Malgrange: petit village dans la banlieue immédiate de Thionville.
- (5) Cofimeg: autre société immobilière non contrôlée par Sollac mais qui à la suite d'un accord, attribue une certaine quantité de ses logements aux employés Sollac.

Des camarades de la région parisienne:

Ce sont les camarades aux prises avec les difficultés quotidiennes du travail et qui essaient de percer les intentions des dirigeants patronaux ou syndicaux à travers des modifications, parfois légères, dans la routine des uns et des autres.

Dans un bureau d'études privé, le patron s'est casé, par une astuce juridique sans doute, dans les professions libérales. Cela lui évite d'avoir à appliquer la convention métallurgie. Une atmosphère, soigneusement entretenue de "bonne entente" et de fausse camaraderie fait accepter aux dessinateurs qui débarquent de province des salaires mensuels de 600 à 700 frs: personne n'a l'intention de se battre pour davantage.

Pour ce camarade du bâtiment, sa boîte possède 160 ouvriers, et paraît-il un syndicat: mais depuis six mois sur un gros chantier, il ne sait pas ce qu'est un délégué. Pourtant les occasions ne manquent pas.

Dans les P.T.T. (tri) on apprend par les journaux, qu'il y a des débrayages ailleurs. Les syndicats se battent... par tracts, par délégations pour la "période" (fin d'année où le travail des jours fériés donne droit à des compensations). Tout ça noyé dans les congratulations électorales...

Cette entreprise de presse essaie de se débarrasser des femmes (payées 4 à 6 frs de l'heure) (pour des travaux simples mais assez pénibles) pour les remplacer par des hommes qui s'absentent moins souvent.

Qui croirait que dans une banque il faille lutter contre le bruit des machines de ce bureau de 100 personnes. Les syndicats s'en emparent, et selon une bonne

vieille tactique noient une revendication gênante dans tout un "programme revendicatif" de sorte que ça restera en carafe.

L'automobile a son deuxième souffle. Chez Chausson, heures supplémentaires, etc.. Chez Renault (Billancourt) de même dans certains ateliers. Mais cela masque mal une inquiétude : des sous-entendus dans les tracts CGT laisseraient croire à une "réduction des salaires". (licenciements prochains de 2000 ouvriers, transferts?) Alors qu'on déclassé continuellement les plus âgés (perte jusqu'à 50 et 60 A.F. de l'heure), on embauche des étrangers (portugais, noirs, espagnols). Le maintien de certains ateliers dans un état de vétusté invraisemblable (carreaux non remplacés, pièces de machines refaites à la main) montrerait l'existence d'un plan de transfert.

oooooooooooo

licisons

REUNION DES CAMARADES DE PARIS: 8 janvier 1966 -- 20 camarades présents
3 excusés.

I- Informations d'entreprises: voir rubrique sur les travailleurs en France.

II- Exposé d'un objecteur de conscience: qui a vécu "l'application du statut des objecteurs" à Brignoles, puis à Uzès. Ce camarade explique les péripéties de leur lutte avec le pouvoir, avec les militaires qui les encadrent en vue d'appliquer les règlements militaires et de les intégrer dans la "défense nationale". A ce sujet, il souligne le silence total fait autour de l'organisation générale de défense qui permet au pouvoir de placer à tout moment tout ou partie des travailleurs sous la coupe militaire, qui permet à l'armée de contrôler en temps de paix la totalité de l'activité de chacun.

A la solution "regroupement" des objecteurs qui faisait trop de bruit par son action concertée, le pouvoir, changeant de politique, prend la solution "dispersion" dans des tâches civiles diverses (aide sociale, fouilles, reboisement). Il peut en résulter un relâchement des contacts, mais aussi une modification de l'état d'esprit actuel des objecteurs qui feront alors chacun leur petit travail dans leur coin, sans la prise de conscience actuelle. La discussion s'oriente dans des voies diverses: difficulté de réintégration dans la vie civile et tentation de fuite dans des expériences communautaires fermées, position par rapport à la société et à la défense nationale, attitude en face de la hiérarchie et des fonctions sociales, ce que représente le passage à l'armée et les dangers de l'armée de métier, le fait que le refus de porter les armes n'est pas un aspect d'une lutte plus globale à la dimension de la société et qui devrait facilement alors trouver à s'exprimer lors du retour à la vie civile. Les camarades rédigeront un texte qui sera diffusé par eux, et par I.C.O. et qui servira de base à la poursuite du débat.

III- CRITIQUE DU BULLETIN N° 44 - décembre 65-

- la lettre d'une camarade de Suède est dure avec les ouvriers suédois, d'autant que, ne parlant pas la langue, n'étant que depuis 3 semaines dans le pays, il lui était peut-être difficile de se rendre compte de la situation réelle.
- lettre d'un groupe de camarades de Paris (voir correspondance).

BOLIVIE

LES MINEURS BOLIVIENS RENDENT COUP POUR COUP

(extrait de Direct Action - juillet 1965)

Le 14 novembre 1964 tout était très soigneusement préparé à La Paz capitale de la Bolivie, pour suspendre le Président Paz Estenssoro. Durant la nuit, le général Ovando fit occuper par la troupe l'aéroport et la route qui y menait. Il conduisit le Président, que lui-même et le général Barrientos avaient évincé, vers l'avion qui l'emmenait en exil. Juan Lechin, ex leader des mineurs, qui s'était caché dans les mines et qui était devenu l'ennemi avoué de Paz Estenssoro, revint se joindre aux forces de la junte militaire.

Le général Barrientos était déclaré président avec le général Ovando; comme Paz Estenssoro avait échappé à la pendaison, la colère monta et Ovando fut obligé de reculer. D'aucuns dirent que Ovando avait aidé Estenssoro à se sauver parce qu'il avait répondu "Oui" à une question d'un million de dollars, c'est-à-dire "un million si vous me laissez partir". D'autres dirent que c'était seulement parce qu'il était loyal que Ovando avait aidé Paz. A la fin, l'armée détruite par le peuple lors de la révolution de 1952, avait été entièrement recrée par Paz Estenssoro, et les généraux Ovando et Barrientos étaient les fruits de cette création. La gratitude n'a pas de bornes. Lechin devint une figure principale pour les mineurs. Les mois passaient et les conditions empiraient, pendant que le gouvernement était occupé à dire, par l'intermédiaire de la presse, tout ce que les hommes politiques "socialistes", sous Paz Estenssoro, avaient pu voler. Mais ce thème serait bientôt épuisé et, à côté de cela, les américains commençaient d'exercer des pressions. Les américains dirent que les mineurs de Bolivie ne pouvaient offrir qu'une dictature syndicale. Ils dirent aussi que l'armée ne pouvait offrir qu'une dictature militaire. Ils se sont mis du côté de l'armée et ont donné l'ordre de briser le mouvement des mineurs.

Les préparatifs du massacre avaient duré des années. Les américains avaient fourni des avions et des tanks: il était temps de les utiliser. L'armée hésitait. Pour eux étant Boliviens, cela signifiait que la richesse du pays était les ouvriers des mines d'étain, que les mineurs avaient le droit de revendiquer, la question n'était pas celle de la dictature des syndicats, mais celle des syndicalistes jouets des politiciens. Les généraux déclarèrent même qu'ils étaient pour le syndicalisme, mais seulement pour le "syndicalisme pur", pas sous le patronage des partis politiques comme il en avait été jusqu'à la fin du régime de Paz Estenssoro.

En résumé, ils déclarèrent, à l'horreur des Yankees, qu'ils approuvaient le contrôle des travailleurs aussi longtemps qu'aucun parasite ne s'interposait. Ils le déclarent encore, et les américains ne sont plus horrifiés, car la junte militaire est sous leurs ordres. Quelle importance ont les mots si on peut agir d'une manière différente?

Comme les conditions de travail empiraient, Lechin fut obligé de parler en faveur des mineurs. Il fut exilé au Paraguay, accueilli par le dictateur Stroessner. On ne sait rien de son entrevue avec Stroessner; mais on sait par contre qu'il s'en donnait à coeur joie avec les belles paraguayennes. Les mineurs décidèrent de faire la grève générale; Lechin en était le prétexte jusqu'à ce que leurs autres griefs soient satisfaits. Pas d'argent, pas de machines pour faire tourner la mine, une décision définitive pour ne rien remettre aux mains de l'armée. Le syndicat des chemins de fer et les ouvriers du textile décidèrent de soutenir la grève. C'est alors que le "peuple" bolivien, celui qui avait l'argent, plein de reconnaissance, décida que le général Ovando était une personne fort capable et demanda qu'il soit nommé co-président avec Barrientos. Deux chefs

valent mieux qu'un.

Ovando commença tout de suite par faire des lois. Tous les mineurs étaient des criminels et parmi les 25.000 de la région de Cavati, 15.000 étaient dangereusement paresseux. Et ces 15.000 devaient être renvoyés. Avec le couvre feu, dit-il, tous les hommes de 18 à 50 ans devaient être prêts à endosser l'uniforme à tout instant et se placer sous les ordres militaires. Ces mêmes hommes devaient être aussi bons à faire n'importe quel travail que l'armée leur demanderait. Ceux qui refuseraient iraient faire connaissance avec les camps de concentration construits par Paz Estenssoro. Les mineurs en avaient assez et se décidèrent à l'action directe.

Le 24 mai, les mineurs de Milluni, une petite mine de 800 ouvriers, près de La Paz, décidèrent de marcher sur la capitale après avoir fait sauter le barrage qui approvisionnait la ville en eau et en électricité. Une fois remontés au jour, l'armée les attrapa avec ses avions, des parachutistes et l'infanterie. Le bombardement de la mine cessa lorsque les mineurs firent des prisonniers et les mirent à découvert, aux endroits où les avions lançaient leurs bombes. Les radios des mineurs appelèrent tous les autres mineurs à un soulèvement général. Les généraux tinrent bon. Ils refusèrent d'accorder une trêve de 48 heures; ils dirent qu'ils se fichaient comme de l'an quarante des 70 soldats pris en otages par les mineurs. Ils continueraient de marcher bravement. Quelques jours plus tard, ils commencèrent à marcher sur Catavi, concentration de mines importantes, groupant 25.000 mineurs.

A Catavi, les mineurs se décidèrent pour la résistance passive. Ils cachèrent leurs armes et demandèrent à leurs délégués de faire de même. Lorsque l'armée arriva, ils trouvèrent tout le monde assis. Les pourparlers furent engagés. Les mineurs acceptèrent de travailler mais seulement à "desgano", c'est-à-dire avec une lenteur d'escargot. Ils refusèrent de s'occuper de l'étain une fois qu'il était sorti de la mine, si bien qu'il était entassé dehors, rendant les exportations impossibles. Après cela, les généraux toujours fermes dans leurs idéaux, parlant du "syndicalisme vrai" avaient abaissé le nombre de ceux qu'ils voulaient congédier de 15.000 à 8.000. Ils avaient aussi oublié leur promesse de n'employer dans les mines que les hommes qui n'avaient jamais fait la grève ou participé à quelque action directe. Peut-être parce qu'ils ont découvert que, à part les mineurs eux-mêmes, personne en Bolivie ne veut être mineur. Pendant ce temps là, ils sont à la recherche de l'ex-président Siles Suazo dont ils font le procès comme organisateur de la grève générale, tentant ainsi de prouver que les mineurs ne sont que des enfants trompés par les hommes politiques corrompus. La grève "desgano" continue, les tas d'étain ne bougent pas, l'armée ne veut pas dévier de sa position totalitaire, les américains commencent à en avoir plein le dos, insistant qu'ils ne toléreront à aucun prix une dictature syndicale.

La République Dominicaine est un événement trop récent pour oser envoyer des "marines" en Bolivie, mais peut-être que dans quelques mois le président Johnson prendra son courage à deux mains et les enverra quand même.

Tout au moins, les mineurs ont le courage de tenir bon, comme ils n'ont rien à perdre, sauf leur vie, et beaucoup à gagner, s'ils vainquent. Ils ont la solidarité de tous les autres travailleurs, sauf les paysans qui commencent à être dorlotés par le gouvernement, qui mène parmi eux une campagne déguoulasse et acharnée contre les mineurs. Mais même les paysans ne sont pas sûrs pour le pouvoir. Enfin, il y a autant d'Indiens Aymara que de mineurs. "

4 septembre: (traduit de Direct Action- octobre 65)

Les 20.000 mineurs de Siglo XX et Catavi ont formé des comités syndicaux clandestins, avec l'intention de combattre pour leurs droits. Les comités syndicaux des deux mines ont déclaré qu'une telle lutte doit porter sur les points suivants:

- 1/ Paiement complet des salaires et traitements, bonis, primes de risque et de salubrité, échelle mobile et heures supplémentaires impayées depuis Mai.
- 2/ Le retrait de toutes les forces armées et de la garde nationale de tous les centres miniers (il est souligné que les centres de travail ne peuvent pas être des camps de concentration).

3/ Un retour au travail de tous les ouvriers congédiés pour des raisons politiques et syndicales (il est souligné qu'aucun travailleur ne peut être congédié pour ses idées ou pour avoir mené un combat syndical).

4/ Liberté syndicale sans restriction, pour les travailleurs eux-mêmes qui doivent toujours élire leurs délégués et mener toute action qui soit nécessaire dans l'intérêt de leur classe. D'autre part, il n'appartient pas au gouvernement de dire comment ces ouvriers doivent penser ni ce que doivent être leurs délégués.

5/ Prendre toute la propriété syndicale aux ouvriers.

6/ Paiement d'indemnités aux parents de tous les mineurs tués lors des événements de Mai.

4 septembre: des troupes sont envoyées à la mine Huanuni. Il était à craindre que les mineurs réagiraient si des méthodes de répression étaient employées. La population de Huanuni, qui, jusque là avait été d'un calme absolu, ne vit pas cette intrusion avec sympathie.

20 septembre: des rapports dans la presse britannique spécifiaient que la junte militaire avait déclaré l'état de siège après une lutte armée dans Huanuni. Le gouvernement spécifiait que 11 personnes avaient été tuées et la révolte brisée.

(d'après Juan Novedadès).

oooooooo

notes de lecture

"La Chine surpeuplée" René Dumont - Ed. du Seuil.

"Dans 30 ans, la Chine" Robert Guillain- Ed. du Seuil.

"La Chine familière" S. et C. Lindquist- Ed. du Seuil.

Trois livres récents sur la Chine d'aujourd'hui, parmi beaucoup d'autres. Assez toutefois pour se faire une idée précise de l'évolution de cet immense pays. Comme pour l'URSS des années 30, dans tous les milieux on s'inquiète, on s'interroge: édification du socialisme, création d'un nouvel impérialisme à l'échelle des deux plus grands, état bureaucratique, capitalisme d'état, despotisme asiatique, état hydraulique, la Chine de toujours, etc....

Avant d'essayer d'y voir clair dans tout ça, parlons d'abord de ce que nous apportent les trois livres en question.

Deux étudiants suédois ont vécu là-bas deux années. Deux années dures pour la Chine, dont un hiver, celui de 60-61 fut même un hiver de famine. Connaissant suffisamment la langue, vivant au milieu des étudiants chinois, leur témoignage vaut d'être pris en considération, compte tenu de leurs opinions bourgeoise, bien sûr.

Ce qu'ils disent de Formose (un adulte sur cinq est soldat, p.251) où ils firent un court séjour sur la voie du retour, est une garantie de leur relative objectivité. Leur livre confirme en outre ce que Dumont et Guillain disent de la période de rajustement qui suit le grand bond en avant. Pour ceux que cela intéresse, une quinzaine de pages sont consacrées à l'ouvrage de Karl Wittfogel sur la "civilisation hydraulique" et aux opinions de Marx, Engels, et Lénine sur le "despotisme asiatique" sur ce genre "d'état asiatique dirigé par des fonctionnaires". A notre avis, ces considérations sur la vieille Chine, "la Chine de toujours", sont trop dépassées pour nous être d'une aide suffisante.

Notons que dans le chapitre intitulé "La Crise", S. et C. Lindquist confirment encore ce que disent R. Dumont et R. Guillain du nouveau rôle attribué aux techniciens: pouvoir et responsabilité (p.103-104). Cette cooptation des scientifiques et des techniciens par les dirigeants administratifs et les cadres politiques, que nous avons connu en URSS dès le premier plan quinquennal (1928-32) n'est autre qu'une étape décisive dans la formation de la classe dirigeante techno-bureaucratique qui fait son plein. Signalons encore dans ce livre des jeunes sinologues suédois le chapitre consacré à six poèmes de Mao.

Robert Guillain, lui, consacre tout un chapitre (Art et Culture au service du socialisme) soit une vingtaine de pages, au problème d'une culture autarcique rejetant tout apport extérieur bourgeois ou moscoutaire. La culture est au service de la production, de la propagande du Parti, du chauvinisme et à la gloire de Mao. " Etudier la pensée de Mao, voilà actuellement le grand commandement du Parti et le thème d'une nouvelle campagne d'éducation socialiste... " (p.240-241) Dans cet autre chapitre (700 millions de Mao-Tsé-Toung) consacré à l'instruction et au travail politique, R. Guillain insiste un peu lourdement tout de même sur l'endoctrinement, comme si pareil conditionnement ne caractérisait pas l'enseignement dans le monde dit libre. Il est particulièrement choqué par le "service de travail manuel" auquel sont soumis les étudiants chinois, du primaire au supérieur. Cet enseignement mixte, auquel s'ajoute un enseignement technique complémentaire pour les ouvriers adultes, a essentiellement pour but de former le plus rapidement possible la masse des cadres moyens indispensables à l'industrialisation et à la modernisation de l'agriculture.

Ce second livre de Guillain (le premier date d'après son séjour de 1955) fournit beaucoup de renseignements sur la Chine actuelle, après le rajustement qui suivit le bond en avant de 1958-59. Des conséquences de ce dernier, Guillain, citant Anna-Louise Strong, nous donne un tableau saisissant notamment (comme les deux jeunes suédois) sur la famine de l'hiver 1960-61. Armée, police, parti, furent en état d'alerte et le mécontentement ne put se "cristalliser en une hostilité collective, organisée et agissante" (p.56). Les effectifs du Parti se gonflèrent même en pleine crise, passant de 14 millions en 1959 à 17 millions au 1^{er} juillet 1961" (p.57). C'est déjà un bel encadrement, car il faut ajouter tous les volontaires et candidats à l'entrée dans ce Parti.

Au "ratage" du bond en avant s'ajouté pour l'industrie naissante le retrait de l'aide russe, en juillet 1960, retrait longtemps resté secret. (pages 83 et 84). Il fallut tout réorganiser, tout revoir, et réviser tous les plans. Ce n'est guère qu'en 1964 que le départ des experts russes a pu être contrebalancé par le travail des techniciens chinois (p.87 et suivantes). R. Guillain a pu constater le rétablissement opéré par les chinois en visitant le centre industriel de Wuhan (p.94-95). Cet immense effort de constructions d'usines, de logements, de bâtiments administratifs et scolaires, tout cela rappelle "l'URSS en construction" (c'était le titre d'une luxueuse revue soviétique pour l'étranger) au temps du premier plan quinquennal.

R. Guillain confirme ce que R. Dumont décrit plus abondamment à savoir le maintien des communes comme structure jouant un rôle plus réduit, mais prête à une nouvelle étape.

" L'organisation communale... fait d'un ensemble de terres une sorte de grand domaine agricole où rien n'échappe à la planification et au contrôle d'un état-major et d'une hiérarchie d'agents " (p.133).

"...Même en mettant l'accent sur l'équipe, le régime n'a pas remis en cause le système communal. Le paysan chinois... n'est qu'une sorte de salarié de la terre. Il demeure un exécutant. Il a toujours au-dessus de lui des supérieurs et leur doit obéissance, car derrière eux il y a le Parti, dont les cadres et les secrétaires demeurent les maîtres des campagnes" (p.136).

Comme en URSS, l'état bureaucratique chinois justifie la main-mise toujours plus ferme et plus étendue du Parti par "une lutte de classes implacable" contre

"la tendance spontanée des paysans au capitalisme" (p.140-41).

R. Guillain traite en quelques pages du problème de la bombe chinoise. Comme tous les visiteurs étrangers, il n'a pas pu voir les régions occidentales où sont implantées les usines atomiques et d'armement. Ce qui est certain, c'est que la réalisation de la bombe a nécessité d'immenses dépenses en pleine période de crise (p.154).

Un chiffre obtenu par Guillain sur l'importance de l'industrialisation: trente millions de travailleurs, en comptant transports et bâtiment- dix millions de travailleurs industriels à proprement parler (p.156).

En bon bourgeois, catholique mais quelque peu négrier, Guillain s'inquiète du mauvais rendement des ouvriers et paysans chinois " effet classique du système socialiste, qui diminue l'initiative et ne réalise qu'un intéressement insuffisant des travailleurs à la production? ". (p.164). Qu'il se rassure la techno-bureaucratie chinoise ne tardera pas à découvrir quelque resucée du stakhanovisme. Quant au véritable socialisme qui n'est pas en cause, bien sûr qu'il n'exploitera pas le labour des hommes comme le font les capitalistes privés ou d'Etat, et le problème de la productivité se résoudra tout autrement.

Le grand handicap de la Chine est la surpopulation. Nous verrons avec René Dumont combien la question est grave. Mais amorcée avant le grand bond en avant, stoppée au cours de celui-ci, une intense propagande est menée pour le contrôle des naissances. R. Guillain y consacre son chapitre IX. Le chapitre suivant traite de la "dérussification" et de la "remontée d'un nationalisme chinois de nouveau vigoureux", qui va de pair avec une propagande internationale basée sur la primauté du national-socialisme chinois comme modèle pour pays sous-développés. Cet impérialisme idéologique nous l'avons bien connu, il était russe et se ouvrait du prestige de 1917. Rien à voir avec l'internationalisme, ce que nous avons mis quelque temps à comprendre.

Le titre même du livre de René Dumont est le leit-motiv de son étude sur la Chine, après un séjour de plus d'un mois au printemps de 1964. On retrouve le Dumont de "Torres Vivantes" avec sa hantise du problème de la faim dans le monde. La surpopulation, si elle n'est pas enrayée, rendrait absolument vains tous les efforts tentés en vue d'accroître le rendement de la production agricole. C'est un cri d'alarme que pousse R. Dumont qui complète son livre par quelques pages sur le "tiers monde affamé".

Le croît démographique chinois, qui dépasse peut-être encore 2% par an (il était seulement de 0.5% en Europe au début de la révolution industrielle) rend bien difficile l'accumulation de capital nécessaire au démarrage du développement industriel, dont une forte proportion doit être consacrée à la modernisation de l'agriculture, au détriment des industries de transformation, d'équipement... et d'armement.

Technicien de l'agriculture, Dumont a toujours le souci de l'efficacité optimale qui, s'ajoutant à sa hantise de la faim, fait comprendre sa hâte "d'approcher de la rationalité économique". Ce point de vue éclaire son analyse et sa critique des structures de la Chine actuelle. Sa conception du socialisme (voir ses précédents livres, Cuba notamment) s'en ressent également. Il n'est donc pas étonnant que les critiques de Dumont puissent nous paraître non plus insuffisantes, mais de nature souvent très différentes des nôtres. L'optique n'est pas la même. Que la bureaucratie chinoise commette et rectifie ses erreurs dans son effort de construction d'un grand impérialisme à base de capitalisme d'Etat est une chose. Ce que cette édification d'un nouvel Etat bureaucratique a à voir avec le socialisme et le communisme en est une autre qui nous intéresse davantage.

Quoi qu'il en soit, le livre de René Dumont est précieux. Ce n'est pas un reportage étoffé comme celui de Guillain. C'est une étude riche de substance et ça ne peut guère se résumer. Dégageons seulement ces quelques constatations:

Les communes restent, leurs tâches ont été réduites, mais pas leur rôle. Elles constituent la structure toute prête pour un prochain bond ou même une simple évolution vers les grands ensembles nécessaires au règne de la bureaucratie;

documents

MODS, ROCKERS et la REVOLUTION.

Le I. N. U. et les vrais mouvements révolutionnaires en général sont beaucoup moins intéressés par les vagues envies des professeurs d'universités et des lauréats du prix Nobel d'un "monde meilleur", que par la lutte au jour le jour de nos camarades ouvriers, non pas la lutte directe contre l'exploitation par les patrons, mais la lutte pour vivre quelque peu décentement malgré tous les obstacles présentés par la société divisée en classes. Aussi il est essentiel de ne pas nous occuper uniquement de la situation au travail et des questions économiques (bien que ce soient naturellement les problèmes les plus importants) mais aussi des facteurs de la superstructure et des facteurs anthropologiques: la culture de la classe ouvrière.

A cet égard la signification du rock' n' roll et de la culture populaire de l'adolescent en général a été trop longtemps ignorée et il est tout à fait évident que le rock' n' roll est une des occupations les plus importantes de la classe ouvrière (du moins chez les jeunes). Le fait qu'il ait été ignoré dans la presse de la "gauche traditionnelle" est une preuve supplémentaire de l'isolement des intellectuels socialistes par rapport à la classe au nom de laquelle ils aiment si souvent prendre la parole. Certains esprits infortunés, dont beaucoup suivent l'orientation traditionnelle de la "gauche" ont nié que le rock' n' roll soit réellement un phénomène de la classe ouvrière allant même jusqu'à dire qu'il est imposé aux adolescents de la classe ouvrière par les journaux de réclame de la Madison Avenue, etc. comme une forme d'exploitation à travers un talent à bon marché, les ventes de disques et les juke-boxes. Pour eux, le rock' n' roll est un signe de "décadence" de la société capitaliste actuelle. Ils ne peuvent pas le prendre sérieusement comme une forme de musique, ni y voir autre chose qu'un moyen de "soulager les tensions" qui d'après eux, ferait mieux d'être exprimé dans une activité plus constructive. Ainsi Marshall Stearns dans l'Histoire du Jazz place tout à fait le rock' n' roll au rang de la musique mais clame que par la libération offerte aux jeunes anxieux cela contribue à un amoindrissement de la délinquance juvénile.

Cette théorie difficile, semi-intellectualisée, condescendante et anti-rock'n'roll est, d'une manière assez amusante partagée par les staliniens, les libéraux, les presbytériens, les maoïstes, les sociaux démocrates, les fascistes, les sociologues bourgeois, etc... Nous ne devons plus avoir besoin, une fois pour toutes de cette sorte d'excuse évasive, et nous devons voir la situation telle qu'elle existe vraiment. Le Rock'n'roll ne doit pas seulement être reconnu comme une forme de musique (qui, pour les musiciens et les auditeurs est absolument aussi sérieuse que toute autre) mais aussi comme une expression importante des préoccupations des adolescents (la "capture", la modification, la commercialisation et la mise en vente sur le marché du rock'n'roll par les intérêts des affaires, et ce que cela fait à la musique et à son auditoire, sont des questions importantes, mais sans aucun rapport particulier avec l'argument)...

En tant que musique, le rock'n'roll est sûrement "primitif", mais cela ne doit pas vouloir dire pour autant qu'il est inférieur. Personne n'est moins capable que les musicologues et autres prisonniers des contraintes académiques de situer le problème du rock'n'roll dans son propre contexte. Car l'importance du rock'n'roll ne réside pas seulement dans la musique elle-même mais même et surtout dans le milieu qui est apparu avec lui. Il est caractérisé avant tout par un enthousiasme délirant, une frénésie qui n'est pas du tout étrangère à la tendresse, et qui sans aucun doute paraît scandaleuse aux chiens de garde facilement outragés de la morale bourgeoise. Il y aurait beaucoup à dire sur l'influence du rock'n'roll dans l'apparition

d'une nouvelle sensibilité (intellectuelle aussi bien qu'érotique et émotionnelle). Beaucoup à dire aussi, sur sa qualité dont il n'a pas conscience, qui, avec ses racines dans l'automatisme (et ainsi que dans la lutte de classes) lui prête son aspect "subversif". Car le rock'n'roll est parmi d'autres choses, une expression culturelle latente de la réaction de la classe ouvrière contre l'automatisme. En effet, une étude des conséquences psychanalytiques et anthropologiques de l'automatisme pourrait bien faire du rock'n'roll le point de départ. La plupart de tous les groupes populaires de rock'n'roll sont nés dans des villes très industrialisées, et se joignent à l'attaque de l'automatisme: aux Etats-Unis, Chicago, et Détroit; en Angleterre Liverpool. Quant à ces tristes personnes qui veulent séparer le rock'n'roll en une variété "blanche" et une variété "noire", je préfère les laisser s'étouffer de leurs propres banalités. Il est évident, même pour celui qui n'écoute que d'une oreille, qu'il y a une différence entre le rock'n'roll noir (ou rythme et blues) et le rock'n'roll blanc. Mais trop souvent on utilise cette distinction pour justifier le rock'n'roll pour les noirs (à cause de sa dérivation du blues) et pour condamner le rock'n'roll pour les blancs (qui n'ont, on le suppose, aucun fondement culturel dans celui-ci). On ne peut pas donner une explication satisfaisante du rock'n'roll en termes strictement raciaux. L'influence de l'automatisme et un complexe urbain de plus en plus grand sont beaucoup plus significatifs.

Les meilleurs des nouveaux groupes - Martha et les Vandellas, Marvin Gaye, les Jewels, les Velvelettes, les Supremes, Mary Wells (tous de Détroit) et les Kinks, les Rolling Stones, les Zombies, Manfred Mann, Herman's Hermits et bien sûr les Beatles (tous d'Angleterre) ont apporté à la musique populaire une vitalité et une exubérance - et un esprit de rébellion, - sans précédent. Les Beatles (qui plus que tout autre groupe ont élevé la sociologie et l'anthropologie du rock'n'roll à la place qu'elles méritaient) sont le groupe qui a eu le plus de succès dans l'histoire du divertissement. Mais leurs réponses désinvoltes à leurs interlocuteurs, leur comportement sauvage et rauque, leur sens de l'humour et leur jeu, tapageurs, insolents et irrévérencieux, les place bien au-delà de la limite des "chansonniers respectables". Leur premier film "A Hard Day's Night" (c'est traduit en français par "Quatre garçons dans le vent") demeurera un des plus grands délires du cinéma de 1964, un seul cri de liberté, non défendu et d'irrationalité dans une sauvagerie froide de sérieux et de prétention. On peut dire la même chose de leur second film "Help!" tout à fait dans la tradition des ébats les plus sauvages des Marx Brothers. La qualité légendaire, qu'on peut dire presque nécessité mythique des Beatles, n'a pas manqué d'attirer occasionnellement l'attention critique de certains commentateurs perceptifs. Considérez ce jugement de Jean Shepherd qui a interviewé les Beatles pour le journal Playboy (février 65):

"En deux ans, ils sont devenus un phénomène qui a quelque peu dépassé le culte des vedettes... Ils étaient des êtres mythiques, inspirant un fanatisme qui frisait l'extase religieuse chez des millions de jeunes du monde entier. J'ai commencé à avoir la sensation désagréable que cette ferveur n'avait rien du tout à voir avec le divertissement, ou avec le talent, ou même, avec les Beatles eux-mêmes. Je commençais à sentir qu'ils étaient le catalyseur d'une soudaine folie du monde qui aurait éclaté sur nous même s'ils n'étaient pas venus sur scène. Si les Beatles n'avaient jamais existé, il nous aurait fallu les créer. Partout où nous allions, les gens bouches bées s'étonnaient de ce qu'il y ait actuellement des êtres humains en chair et en os qui ressemblaient tout à fait aux poupées Beatles qu'ils avaient chez eux. C'était comme si Santa Claus s'était soudainement dévoilé à Noël."

Un autre groupe anglais, les Rolling Stones a acquis plus récemment sa popularité, apportant avec eux une attitude plus inquiétante, plus sinistre, plus violente dans l'arène du rock'n'roll. Leur livre ("Notre propre histoire", par les Rolling Stones) accentue la rébellion formelle dans leur musique et sans réserves dans leurs attitudes à toutes les pages. Les Rolling Stones sont significatifs aussi, parce qu'ils sont le premier groupe anglais majeur à se dévouer entièrement au rythme

et au côté blues du rock'n'roll. Leur musique a été louée par Chuck Berry et Muddy Waters, et ils sont le seul groupe blanc "rythm and blues" à passer couramment à l'émetteur de radio de Chicago (WVON). Récemment, ils ont fait un film, qui autant que je sache n'est pas encore passé aux USA.

C'est en Angleterre que la révolte de l'adolescence (dont le rock'n'roll n'est qu'un élément bien que le plus important du point de vue culturel) paraît avoir en premier atteint des proportions considérables. En Angleterre, "les mauvais garçons" sont divisés en deux "tendances": Mods, habillés élégamment (souvent d'une façon bizarre) et roulant sur des scooters, et les Rockers, qui préfère le blouson de cuir noir, les blue-jeans et les grosses motos. Dans les deux cas, les garçons ont les cheveux longs et (selon un correspondant anglais du New-York Times) "on dit à Londres et à Liverpool que les cheveux des garçons deviennent de plus en plus longs". Les filles portent généralement les cheveux raides et jusqu'au milieu du dos. Les cheveux eux-mêmes sont objet de commentaires, surtout depuis que les cheveux longs deviennent la mode aux Etats Unis aussi bien qu'en Angleterre et sur le continent. Peu de gens semblent intéressés dans la signification des marottes et de la mode. Observant la récente tendance aux cheveux longs chez les garçons, des psychologues, sociologues et journalistes, se sont enfermés en résumé, dans des remarques inexplicables sur la "confusion sexuelle" les "problèmes de l'identité" et autres arguments du même genre, ce qui n'avance pas beaucoup. Le journaliste du New-York Times se réfère aux arguments ci-dessus que "les sociologues gens toujours très pessimistes, regardent en spectateurs nos chevelures emmêlées et prédisent un avenir plein d'indulgence et de rébellion". Ceci est un peu plus vrai. Car c'est un fait indéniable que les longs cheveux sont en quelque sorte identifiés à la rébellion et que en tout cas les cheveux courts sont pour les hommes un signe caractéristique de la soumission à l'autorité. La police, les prisons, l'armée, les écoles, et les patrons sont tous d'accord pour imposer les cheveux courts, et les coupes de cheveux régulières, et certaines coupes de cheveux sont presque un symbole de la ménagerie Goldwater. Avant de formuler des jugements non fondés sur les "problèmes de l'identité" des jeunes d'aujourd'hui, on doit considérer les problèmes d'une culture si obsédée par les cheveux courts pour les hommes.

(à suivre).

oooooooooooo

grande-Bretagne

LES DIRIGEANTS DE L'AUTOMOBILE

ET LE CAPITALISME MODERNE

(Le début de cet article, traduit de Solidarity, Vol.3, N°II figure dans I.C.O. N° 44- décembre 65- page 8).

Le syndicalisme d'industrie a gagné des adeptes parmi les couches bureaucratiques et dirigeantes. Desmond Donnelly peut écrire :

" l'extrême multiplicité des syndicats doit disparaître. Alors qu'un regroupement rapide doit être atteint, je crois que le modèle des syndicats d'industrie adopté dans certains pays (un syndicat par usine) doit être le but toujours réalisable". Il ajoute, ce qui est significatif: " c'est seulement de cette manière que les dirigeants du syndicat peuvent être plus près de la base et jouer leur véritable rôle". (Sunday Telegraph, 29 août 1965). Même Sir Edward Baddington Behrens,

ex-directeur de Fisher and Ludlow (firme industrielle) est maintenant un avocat du syndicalisme industriel. Il souligne que : " les syndicats organisés sur une base industrielle peuvent obtenir d'excellentes conditions pour leurs membres... mais qu'ils peuvent aussi imposer une discipline. Quelques centaines d'ouvriers récalcitrants ne peuvent aussi aisément imposer leur volonté. Les dirigeants des syndicats américains ont de hauts salaires comparables à ceux de leurs homologues patronaux et ils le méritent bien ", etc... (Daily Telegraph, 8/9/65). Pour des militants, parler de "syndicalisme industriel" sans autres explications (sections d'ateliers, éligibilité et révocabilité de tous les permanents, permanents payés au salaire moyen de l'industrie, contrôle complet de la base à tous les niveaux) ajoute seulement à la confusion. Si les shop-stowards et les militants dans les usines doivent résister à cette attaque subtile touchant leur existence même, ils doivent avant tout comprendre ce qui se passe. Ils doivent reconnaître le travesti particulier sous lequel la menace de l'organisation du travail apparaît maintenant. Ils doivent voir qu'une part du danger vient de gens qu'ils considèrent encore d'une manière ou d'une autre comme " à leurs côtés". Ils doivent reconnaître les racines sociales de la bureaucratie syndicale et se défaire de toutes les illusions sur la "démocratisation" du syndicat - ou la "réforme" du parti travailliste qui est largement basée sur cette bureaucratie.

Dans les syndicats, les militants doivent s'opposer à toutes mesures qui tendent à mettre plus de pouvoir entre les mains de la hiérarchie ou qui cherchent à limiter le rôle des shop-stowards ou des cellules de base. Les militants doivent s'opposer aux différences entre les salaires des chefs syndicaux et les salaires de ceux qu'ils prétendent représenter. Ils doivent s'opposer à toutes mesures tendant à étendre la durée des fonctions de ces officiels. Ils doivent s'opposer à la progression constante du nombre des officiels appointés (c'est-à-dire non élus). Ils doivent chercher à tenir les chefs syndicaux HORS de l'usine, particulièrement pendant les luttes, en insistant sur les négociations directes entre la direction et les sections d'usines. Ils doivent faire cela parce que c'est nécessaire pour la défense de leurs intérêts de classe et non parce qu'ils pensent qu'en faisant ainsi ils " rendent les syndicats plus démocratiques ".

Les militants doivent aussi chercher à construire des liens solides entre les travailleurs au niveau de la base, à renforcer les organisations de base, à développer les contacts et les communications entre les usines dans une région donnée et entre les régions. Ils doivent faire cela à l'intérieur de la structure des syndicats existants là où cela est possible, mais hors d'eux si cela est nécessaire. Ils doivent chercher systématiquement à briser les barrières qui divisent les travailleurs barrières qui sont aujourd'hui solidement renforcées par l'existence même d'un grand nombre de syndicats et par leurs structures bureaucratiques toujours plus grandes.

Finalement, les militants doivent faire la différence entre les objectifs qui peuvent être atteints grâce à la machinerie syndicale (principalement la petite augmentation annuelle de salaire) et d'autres objectifs qui peuvent n'être acquis que par une lutte directe sur les lieux de production- et souvent contre une opposition implacable des chefs syndicaux. Parmi ces derniers objectifs on peut citer le boni et toutes les primes au-dessus du taux officiel mais aussi tous ces autres objectifs que l'on englobe sous l'appellation de "conditions de travail".

Dans des luttes de cette espèce, les syndicats ne peuvent pas bouger. Ils ne peuvent pas soutenir les ouvriers, malgré toutes les pressions dont ils sont l'objet, car ils sont liés aux patrons par d'innombrables agréments signés par eux et qui reconnaissent que certains secteurs de l'industrie, principalement l'organisation du travail lui-même et ce qui concerne le temps de travail, sont la prérogative du patron et du patron seul. Heureusement, il y a des signes que les ouvriers commencent à comprendre la distinction entre ces deux catégories d'objectifs. Ils laissent aux leaders syndicaux le soin des premiers, et ne comptent que sur eux seuls pour les seconds.

Le 27 août, 48 ouvriers de la Coventry Felt Company (qui produit 35 km de feutre par semaine pour les voitures) arrêterent le travail parce qu'une fille de 19 ans avait été renvoyée. La direction prétendait qu'elle avait passé trop de temps

dans les lavabos. La grève amena rapidement sa réintégration. Les syndicats ne peuvent discuter sur des questions de ce genre. Vous ne pouvez pas coucher sur le papier un règlement pour décider que les employés de X années peuvent passer Y minutes dans les chiottes, etc... Seulement, une démonstration de force dans l'usine peut gagner des disputes de cette espèce.

A une autre échelle, les dockers du Royal Group de Londres obtinrent la semaine de 5 jours beaucoup plus tôt cette année... en restant justement au lit tous les samedis matins et en refusant de travailler 5 jours et demi. Les chefs syndicaux firent de leur mieux... mais les dockers restèrent encore au lit. En juillet les ouvriers de Standard Triumph et de Jaguar à Coventry, décidèrent eux-mêmes quand ils devaient avoir leurs vacances d'été. La plupart d'entre eux quittèrent l'usine une semaine entière avant les vacances "officielles" fixées par des négociations entre la direction et les chefs syndicaux, dont les récriminations les laissèrent parfaitement froids.

Le 17 août, l'équipe de nuit de BMC Morris Motors, à Coventry, lança ce qui pourrait bien devenir un mouvement national. Ils décidèrent qu'ils préféraient travailler leurs 40 heures hebdomadaires en 4 équipes de 10 heures (dont trois nuits) plutôt que d'avoir des équipes plus courtes et d'avoir à pointer le vendredi. Un beau soir, 600 ouvriers ne prirent pas la relève. Ils étaient soutenus par 3000 ouvriers de l'équipe de jour. Cette pratique s'étendit graduellement à beaucoup d'autres usines de voitures et même à d'autres usines métallurgiques. Le "fait accompli" finit par être reconnu par les dirigeants du syndicat qui au début avaient fait tout ce qu'ils pouvaient pour dénoncer le mouvement et s'y opposer. C'est toujours ça de gagné: nous espérons sincèrement que les équipes de jour suivront.

De part et d'autre, on s'approche de grandes luttes qui sont encore latentes : sur le dos de qui se fera la "modernisation" de la Grande-Bretagne? Les patrons et les bureaucrates paraissent beaucoup plus soucieux de leurs intérêts que de ceux des travailleurs. Mais les apparences sont trompeuses. Les eaux calmes peuvent devenir torrent et les choses peuvent changer très rapidement.

L'ECOLE dans LES DOCKS

(traduit de Solidarity - Vol. 3- N° 10).

Nous sommes arrivés avant le début de la classe : nous nous sentions intimidés, essayant de ressembler aux respectables personnages que nous sommes censés être. Nous sommes seulement un couple de futurs enseignants, ici pour deux semaines pour un stage pratique d'initiation et d'observation. Il est seulement 8h30 et les gosses ne sont pas encore arrivés; mais les professeurs sont déjà là. Ils nous souhaitent vaguement le bonjour. On nous fait entrer dans la salle de la directrice. Nous nous asseyons. Elle nous parle pendant une demi-heure poursuivant une apologie de son école commencée au téléphone quelques jours plus tôt. " C' est seulement une école des docks, vous savez, un quartier dur et malsain." Nous apprenons qu'il y a environ 280 gosses dans l'école. Et que sur ces 250, 100 sont des "cas sociaux". Les familles ne paient pas de loyers, vivent dans des centres d'accueil, etc... 50 sont en retard sur les autres. Une bonne proportion de soit disant "enfants à problèmes". Une enquête faite ici a révélé que seulement environ 35 gosses de l'école venaient de "familles normales et heureuses". Dans la classe où mon camarade fut affecté, seulement 2 sur 34 étaient considérés comme venant d'un foyer normal.

9 heures. La cloche sonne. Ils arrivent tous, courent, sautent, hurlent, crient, se battent, se poussent, rient. Dieu merci. Pour cela ce sont encore au moins des gosses.

N'empêchez pas les enfants de courir, de rire, de se battre, de jouer. Si vous le faites, alors vous les empêcherez de penser, de se développer, de communiquer; les deux vont la main dans la main. Toute différenciation est artificielle, créée de

toutes pièces "pour le propre bien des enfants, bien sûr" par "Eux", enseignants, grandes personnes, adultes en général. Il ne devrait pas y avoir de distinction entre les leçons et la récréation.

Nous entrons dans notre classe. 35 paires d'yeux fixés sur moi lorsque j'entre. Ils savent que je ne suis qu'une élève-institutrice, on le leur a dit. Ils ont 10 et 11 ans. C'est la classe de fin d'études. Ceux qui ont une chance de réussir l'examen, qui représente tout pour eux, reçoivent des leçons spéciales d'arithmétique. Je prends le reste pour la journée: "occupez-les, ils sont stupides", m'a dit l'instituteur, considérant qu'ils n'ont aucune chance de succès. Je dois le faire. Comme élève maître on doit faire ce que dit l'instituteur de la classe.

J'apprends que l'école a des problèmes: il y a la petite Valérie qui s'est trouvée mal en classe la semaine passée parce qu'elle avait faim. Une autre mangeait en classe: "arrêtez de manger". "Qu'as-tu mangé ce matin? - Un paquet de cacahuètes, M'sieur. - Et hier soir? - Un morceau de pain, M'sieur." Bérénice a dix ans. Son père est parti avec une autre femme. Un jour un gosse plus jeune pleure dans la cour. Bérénice le console: celui de 10 ans console celui de 7 ans. Le maître va voir. Le petit pleure toujours. "Qu'est-ce qu'il y a?" "Pas de réponse." "Laissez, ça va Mademoiselle", dit Bérénice, "je comprends ce qu'elle a". Le père du gosse est parti et Bérénice le comprend. Que peut-on faire ou dire pour cela?

Un matin, il pleut comme vache qui pisse. Entre une mère traînant 4 mômes derrière elle. Pas de manteaux. Pas question d'en acheter quand on a quatre mômes et le vieux parti, dieu sait où. Elle veut les mettre à l'assistance, mais ne sait pas comment. Alors, elle s'adresse à la directrice de l'école. On la fait entrer. "Combien d'enfants avez-vous en tout?" - "seulement ces quatre là". "dieu merci, les autres sont morts", dit la mère. Et c'était probablement la meilleure chose à dire et à penser.

Il y a un gosse là-bas. Il est calme aujourd'hui. Il ne veut parler à personne. Nous en trouvons la raison. Sa mère a enfermé les enfants dans une pièce la nuit dernière et s'en est allée au clair de lune. Ce n'est pas bien, direz-vous, en blâmant la mère, et avec elle tous les parents qui s'en foutent. Pourtant la vie est comme ça. Vous êtes souvent conduits à faire des choses que vous ne feriez pas normalement.

Une bonne figure de l'école: une vieille femme à temps complet. Elle est vraiment indispensable. Elle me raconte qu'elle passe parfois la matinée entière à baigner les enfants qui arrivent puants et sales. J'ai tôt fait de découvrir combien c'est vrai. Un jour, pendant une heure, j'ai été observé la classe des enfants de 4 à 5 ans. L'instituteur est bon. Les enfants perdent vite leur timidité et commencent à grouiller littéralement autour de moi: "est-ce que je peux vous lire ça?". "venez voir mon dessin". Beaucoup sont sales et sentent mauvais, mais ça fait plaisir de les voir enthousiastes, actifs, créateurs. Je me demande ce qu'ils seront dans 8 ou 10 ans. Probablement des adolescents désabusés. "éduqués" avec succès. Les enfants donnent un concert-danse et chant. Ils adorent cela et leur volonté de chanter devant des spectateurs est merveilleux. Ils ne sont pas contraints. Ils chantent parce qu'ils le veulent. Cela fait partie d'eux-mêmes. Si seulement les soit-disant adultes pouvaient en faire autant.

Mais dans la société actuelle, être adulte signifie être sophistiqué, froid, insensible, et montrer le plus possible qu'on est un homme. Les enfants sont bien plus libres et naturels que la plupart des adultes. La société n'a pas encore eue le temps de les pervertir. C'est pourquoi on ne peut pas parler aisément d'une éducation plus complète. On peut demander pertinemment: "éducation, pourquoi", "quelle sorte d'éducation". On parlera de cela.

Allemagne

TRAVAILLEURS ET DIRIGEANTS SYNDICAUX:

Dans I.C.O. N° 43, novembre 65, nous avons parlé d'un tract diffusé par un groupe de travailleurs allemands à l'occasion du 1° mai, diffusion qui leur a valu de la part des dirigeants "socialistes" du syndicat tout puissant D.G.B. des violences de style fasciste. Ci-après le texte de ce tract déjà reproduit par Solidarity (groupe anglais) et par Lutte de Classe (voir publications).

" I- COMMENT LUTTER:

"45% de la population de la République Fédérale aimerait vivre dans un pays sans riches ni pauvres. C'est pour cela que la classe ouvrière est attaquée de plus en plus violemment par des psychologues spécialistes de la publicité qui utilisent le lavage des cerveaux et la manipulation des esprits. On veut nous tenir de plus en plus serrés avec une laisse dorée. On veut nous faire accepter comme liberté ce qui est en réalité une absence totale de liberté. La course effrénée et les angoisses d'une société de consommation nous abaissent à l'état de robots tandis que les syndicats pratiquent la politique de l'autruche et nous abreuvent de contes de fées sur la "participation sociale".

"70% de la population et 72% des travailleurs considèrent qu'il serait juste que personne ne puisse gagner plus de un million d'anciens francs par mois. Pourtant les profits s'accroissent par millions et par milliards. Et pour assurer ces profits, des millions sont dépensés pour des armements et autres dépenses d'état inutiles. Pendant ce temps les syndicats marchandent pour quelques sous.

"84% des travailleurs pensent que les prix pourraient être abaissés immédiatement si le grand capital y consentait. Mais les chefs syndicalistes négocient derrière des portes fermées. Ils agissent comme des freins sur les militants. Ils se conforment à l'Ordre Etabli en y trouvant des places confortables. En même temps, ils nourrissent les travailleurs de belles paroles, parfois même des paroles "extrémistes".

"39% des travailleurs croient que le grand capital ne peut réaliser ses profits que grâce au travail d'autrui et qu'il est inutile. Mais les chefs syndicaux n'ont même pas compris cela. Ils continuent à soutenir un système économique démodé dont le moteur n'est pas la satisfaction des besoins de tous, mais le profit du petit nombre. L'automation fait naître un besoin criant de changements sociaux. Les penseurs bourgeois eux-mêmes sont convaincus de la nécessité d'une démocratie industrielle et économique. Or, la démocratie économique signifie gestion ouvrière.

II- LES CHEFS SYNDICAUX ONT-ILS PEUR DE LA GESTION OUVRIERE?

Marx disait que "l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

Regardez donc les bureaucrates et les hommes de l'appareil. Ils croient encore qu'ils doivent mener la classe ouvrière par la main. Sur un point au moins, les bureaucrates du syndicat, du parti socialiste et du parti communiste, sont d'accord: "les travailleurs ne sont pas conscients". C'est avec cela qu'ils justifient leur politique. Mais souhaitent-ils vraiment que les travailleurs soient conscients?

Les bureaucrates pratiquent la diplomatie secrète. Ils traitent "leurs" membres comme du bétail à voter. Mais la démocratie ouvrière signifie: "mettez carte sur table". Cela signifie le contrôle par la base.

Les bureaucrates s'opposent aux grèves quand les ouvriers les veulent. En même temps, ils exigent l'obéissance quand l'Etat-Major décide un appel aux ouvriers.

Mais la démocratie ouvrière signifie: "décidez vous-mêmes; appliquez votre méthode agissez vous-mêmes".

Les bureaucrates pourvoient les postes avec des fonctionnaires payés qui dépendent uniquement de l'Etat-Major et ne sont pas responsables envers la base. Or, la démocratie ouvrière signifie l'élection de délégués pour des périodes limitées, avec la possibilité de les renvoyer à tout moment et le mandat impératif de ces délégués.

Les bureaucrates ont oublié que leurs bureaux leur ont été prêtés et que leurs salaires sont payés par les travailleurs. Ils transforment les syndicats en compagnie d'assurance. Des éléments hostiles à la classe ouvrière contrôlent de plus en plus un appareil gigantesque. Ils cherchent à nous faire avaler de force leurs idées bourgeoises capitalistes sous le couvert d'une "politique économique moderne". Mais la démocratie ouvrière signifie: "agissez sans "experts" et sans "spécialistes" étrangers aux buts du mouvement ouvrier". Cela signifie que les salaires des délégués devraient être les mêmes que ceux des ouvriers qu'ils représentent. Les délégués devraient revenir à l'usine après un temps de bureau pour éviter que l'organisation devienne une bureaucratie et que les délégués acquièrent des intérêts propres.

Le sondage d'opinion prouve que la conscience des travailleurs est plus élevée que celle de leurs "chefs"! Les organisations sont des instruments. La tâche des organisations de la classe ouvrière est de combattre pour les intérêts et les buts de la classe ouvrière. Si elles ne le font plus, alors, en tant qu'instruments elles sont émoussées. Ces instruments émoussés doivent être aiguisés ou remplacés.

Camarades des usines et des bureaux, les bureaucrates vont faire appel à vous une fois de plus pour le 1^o mai prochain. Ils vont vous parler des actions héroïques du syndicat. Réveillez-vous! Rappelez-vous ce que disait Auguste Bebel: "ne regardez pas la bouche de vos chefs, regardez leurs mains!".

oooooooo

correspondance

Lettre de camarades de Paris:

"Après votre numéro 44 d'I.C.O. nous voulons manifester notre étonnement en ce qui concerne les analyses fort peu objectives et en tout cas toujours péjoratives des publications françaises que vous avez reçues. Ce style nous paraît en contradiction avec le texte de votre manifeste que nous lisons sur la dernière page d'I.C.O.: il s'agit du dernier paragraphe en entier, et en particulier de la phrase suivante: "nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler". Ce style donc, fait de (encore un autre, de sic, resic, etc...) semble aboutir à une critique systématique et souvent négative de tous les efforts fait par les différents groupes révolutionnaires. Nous espérons, en tout cas, qu'il ne s'agit pour vous que d'un concours de circonstances et non d'un état d'esprit plus ou moins définitif qui n'aurait pour but, non pas d'essayer de soutenir l'effort de chacun pour "élargir la lutte", mais plutôt de le torpiller.

El nous fait maintenant vous répondre pour votre "analyse" de la Feuille, le bulletin que nous essayons de diffuser dans les 19 et 20^e arrondissements. Nous aimerions tout d'abord que vous nous expliquiez l'usage que vous faites du mot "sic" après par exemple "une information sérieuse, sincère, véridique et engagée". Serait-ce une faute que de vouloir faire cela? Mais pour venir à ce qu'il y a de plus important, il nous faut répondre à vos vives critiques de phrases confuses et surtout

- 25 -

d'indigence. Premièrement, les phrases que vous citez sont toutes prises dans la dernière partie du numéro deux de la Feuille. Ce numéro est ainsi composé: 1- la violence- 2: le militarisme- 3: quelques thèmes révolutionnaires qui peuvent permettre de les subjuguier. Est-ce de l'indigence que de faire de l'information idéologique, de montrer que la solution se trouve très certainement du côté du "Peuple en arme" sinon c'est la réaction. Est-ce de l'indigence que de le dire dans la rue à ceux qui n'y ont peut-être jamais pensé? Enfin, est-ce de l'indigence de dire, après une analyse des processus violents que la révolution sera violente, comme la véritable lutte des classes est violente, et que, il ne saurait y avoir un processus unique de révolution, que dans chaque "cadre national" le processus sera différent, que, la révolution ne saurait avoir lieu partout à la fois, que l'internationalisation, la solidarité ne saurait se faire sous forme de protectionnisme?

Est-ce donc de l'indigence que de donner des thèmes idéologiques, est-ce de l'indigence que de dire à chacun que toute exploitation n'est pas inéluctable et qu'il est possible d'organiser un monde nouveau, et qu'en fait cette connaissance idéologique est pour nous le moteur de notre action, comme il doit être le vôtre. Est-ce cela l'indigence, ou est-ce l'immobilisme et la critique à courte vue? "

Réponse à cette lettre:

" cette première réponse est faite sans les textes critiqués dans I.C.O.: les exemplaires du bulletin que vous diffusez ont été confiés à un camarade qui les a égarés. Si vous pouvez nous en faire parvenir d'autres, nous pourrions discuter plus longuement sur pièces et non sur une critique de critique.

En ce qui concerne le premier paragraphe de votre lettre, nous vous demanderons de relire attentivement, et la rubrique des publications, et la profession de foi d'I.C.O. Pour les publications, les critiques visent celles (ou ceux) qui se prétendent "organiseurs" de la classe ouvrière: si nous en parlons c'est que nous estimons qu'on peut y trouver quelque chose à condition de les aborder avec esprit critique. Faute de place dans I.C.O. nous sommes bien forcés de résumer cette critique d'une phrase lapidaire qui, bien sûr, provoque des susceptibilités d'auteur ou de groupe, mais qui vaut aussi de dialoguer avec vous. Sur la profession de foi, et en rapport avec ce que vous posez- le sens des critiques n'est donc pas un concours de circonstances mais bien un état d'esprit: vous paraissez identifier mouvement ouvrier et lutte de classe avec organisations (partis ou groupes) et activité de ces organisations. La phrase que vous citez " nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte contre tout ce qui tend à l'isoler" s'applique au mouvement ouvrier, aux luttes des travailleurs (les leurs propres et pas celles des syndicats ou partis) il ne nous paraît pas y avoir d'ambiguïté dans notre texte sur ce point. Le fait que vous vous en serviez pour défendre l'action de votre groupe doit-il faire penser que, comme les staliniens, les trotskystes, ou les syndicalistes, vous identifiez votre action à celle des travailleurs? Pour nous, la conséquence de la position affirmée par cette phrase est que l'activité des organisations n'aboutit qu'à la division du mouvement ouvrier, l'idée de base étant que l'organisation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, née au cours de la lutte et développée par et au travers de cette lutte; tout le reste n'est que division. Ceci dit, il est bien entendu que nous ne détenons pas la vérité et que vous avez parfaitement le droit de nous demander des explications. Ce que vous avez fait.

Quant au second paragraphe de votre lettre, le fond de la question, il est difficile d'en parler sans le texte. Les citations données dans ICO et les critiques visaient:

- à relever un langage incompréhensible par ceux auxquels vous vous adressez- du langage de technocrates par certaines formules ("expérience d'implantation à option culturelle", on croirait entendre parler un sociologue)- un verbalisme assez creux (pourquoi quatre adjectifs pour qualifier votre souci d'information- louable en soi

nous ne faisons rien d'autre à I.C.O. - mais que vous qualifiez de nouveau dans votre lettre "d'idéologique". Que peut penser un travailleur, déjà vacciné contre tous les jargons politiques, d'une telle prose. Si vous aviez des contacts quotidiens avec des travailleurs, vous sauriez l'inanité d'un tel langage.

- à critiquer certaines formules (les plus marquantes étaient celles citées) qui montrent un confusionnisme, une méconnaissance des événements historiques et un manque de réflexion sur des situations dans lesquelles certains anarchistes ont été parfois les seuls à s'opposer à l'établissement d'une nouvelle classe. Par exemple, parler aujourd'hui de "nations déjà libérées du capitalisme" est bien de l'indigence, d'autant plus que dans votre lettre vous parlez d'internationalisme. Personne à I.C.O. ne nie que la lutte de classe soit violente: elle n'est que cela et qu'aucune classe n'est jamais dépossédée de son pouvoir "en douceur". Mais personne n'y parle "d'organiser le peuple en armes" formule dangereuse par son imprécision: rôle dévolu à une organisation? confusionnisme de classe? méconnaissance du rapport matériel des forces dans les sociétés capitalistes modernes (aussi bien occidentales qu'orientales ou chinoises). Cela dépasse de loin ce que vous prétendez être des analyses et informations sur la violence. Les critiques ne visent pas votre action proprement dite, le fait que vous soyez des militants: ce serait condamner notre propre action, elle vise le contenu de votre action et ce que vous en faites car cela nous rappelle étrangement des actes, des formules que nous avons pu rencontrer ailleurs. Il est bien évident qu'au cours des cinquantes dernières années, le léninisme et ce qui a suivi a pu influencer certains milieux anarchistes et que même aujourd'hui certains parlent d'aller chercher chez Lénine une inspiration et des thèmes théoriques. A notre avis, cette séduction peut s'exercer à partir du moment où l'on se pense "révolutionnaire" membre d'une avant-garde organisant et entraînant le prolétariat ou le "peuple" vers.. son assujettissement à une nouvelle classe dominante. C'est ici que se situe en fin de compte le véritable débat tout le reste en découle.

Selon la position que l'on prend face à ce problème, il n'est pas du tout sûr que nous serons "toujours ensemble pour le développement des luttes révolutionnaires". Un débat sur cette question serait utile à tout le monde, y compris aux camarades d'I.C.O., à la condition toutefois, qu'il soit mené avec clarté et en termes simples. S'il devait passer par-dessus la tête des camarades, il ne présenterait guère d'utilité. "

d'un camarade de Caen:

"pour ICO de décembre, l'article sur le caractère d'un combat autonome des travailleurs aux AG Vie m'a vivement intéressé, mais sans doute serait-il possible d'essayer de dégager davantage les causes profondes de la déroute et de la dissolution du C.P. Je ne prétends pas ignorer le rapport classique des forces, les manoeuvres débilatantes et ce qu'on appellerait confusément le manque d'expérience mais j'ai la conviction même si logiquement la bataille semblait perdue d'avance, que des facteurs plus importants, parce que davantage propres à l'époque que nous vivons, ont joué et pesé dans la balance d'une manière décisive."

d'un camarade de Lyon: nous vous demandons de bien vouloir nous envoyer le Bulletin Assurances Générales (des bulletins passés si c'est possible et les bulletins à venir).

Ce bulletin m'intéresse d'autant plus que je suis actuellement employé aux Assurances Françaises (depuis un mois, et je pense qu'il pourra m'être utile.

Cette maison paie très mal ses employés, la conséquence en est un roulement considérable (les employés y travaillant depuis 4 ou 5 ans sont des anciens nombreux jeunes entrent aux A.F. et quittent au bout de quelques mois). Il n'y a cependant jamais eu de grève. Dans mon service, (rédaction production auto, une douzaine d'employés) le mécontentement contre les patrons est assez vif (et également l'hostilité contre les syndicats nettement considérés comme traîtres). Il paraît par contre que les autres bureaux sont bien plus tièdes.

oooooooooooooooooooo

COLLECTIVITES ET CONSEILS OUVRIERS

Nous signalons les textes suivants qui abordent, sous différents angles, les problèmes essentiels que pose la gestion ouvrière. Leur intérêt, à notre avis, est à la fois de montrer les aspects concrets des situations auxquelles ces textes se réfèrent et de ne pas éluder les questions d'ordre économique qui restent au centre du débat si l'on essaie de voir les choses en face. Daniel Guérin dans "L'anarchisme" (collection Idées - N R F) , dans le dernier numéro de Noir et Rouge (n° 31-32 - Lagant - BP II3 Paris 18) "L'autogestion contemporaine " , dans la brochure "L'Algérie caporalisée " suite de "L'Algérie qui se cherche " (C E S 29 rue Descartes Paris 5eme) permet d'engager la discussion dans cette voie .

De même le début d'étude sur les conseils ouvriers yougoslaves (même numéro de Noir et Rouge). En relisant de plus les textes et brochures publiés par Noir et Rouge sur les collectivités en Espagne , la brochure d'ICO sur les conseils ouvriers allemands (n° 42) et les discussions qui ont suivi, les textes plus théoriques des Cahiers de discussion pour le socialisme des conseils , on devrait pouvoir entamer un large débat - débarrassé de la gangue politique ou doctrinale (critique systématique ou louange immodérée) A notre modeste mesure , nous essaierons d'y contribuer par d'autres textes à commencer par une critique plus sérieuse des textes cités en premier que les camarades peuvent déjà lire s'ils en ont le temps .

oooooooooooooooooooo

ESPAGNE

"Le Combat syndicaliste " du 9 décembre 1965 a fait état , au reçu d'informations données par Radio -Euzkadi d'une certaine agitation chez les métallos de la zone de Trinchorpe (Pasajes) non loin de San Sébastien . Des revendications ont été formulées auprès des entreprises qui n'ont pas respecté les accords pris au cours d'une réunion en juin 1964. Les ouvriers demandaient une augmentation journalière de 40 pesetas pour tout le personnel. Cependant après plusieurs négociations entre ouvriers et patrons , il fut convenu que l'augmentation serait de 20 pesetas et que les salaires seraient révisés en fonction des prix en vigueur au mois de juin 1964 . Les ouvriers ont présenté de leur côté un document établissant que le cout de la vie avait subi depuis une hausse de 21,25 %. En conséquence , ils demandent une augmentation de 21,25 % sur le salaire initial de 200 pesetas journalières tandis que les patrons offrent 17 % sur le salaire en vigueur en février 1965.

PUBLICATIONS

Bulletins d'entreprise

- Démocratie Ouvrière (Rhône Poulenc à Vitry) - décembre 1965 - schéma de la "pieuvre" Rhône Poulenc - Français et étrangers (article sur l'internationalisme)
- Assurances Générales (Paris) consacré à une action menée par les cadres essentiellement pour défendre leurs privilèges hiérarchiques menacés d'être rognés par la direction dans le cadre de mesures de concentration et qui ont réussi à entraîner les employés (décembre 1965, n° 64)
- La Voix Ouvrière (du groupe ouvrier Cockerill Ougrée - banlieue de Liège) (n° 29 et 30, novembre et décembre 1965 - Rivive III, boulevard de Laveleye - Liège) informations sur le mouvement ouvrier dans la région de Liège

Bulletins syndicalistes

- L'École Emancipée (n° 7 - 18 décembre 1965 - Le Guen - 74 rue d'Armorique Brest 29 N) (tendance syndicaliste révolutionnaire dans les syndicats de l'éducation nationale F E N)
- fin de l'article sur les syndicats allemands, article assez bien documenté sur les organisations et leurs activités; lesquelles n'ont rien de commun avec le mouvement ouvrier réel. L'identification syndicats - travailleurs (voulu comme telle par les organisations "ouvrières", partis et syndicats) fausse toute l'optique de l'article et permet d'arriver au point de chute final: "C'est du sein de l'organisation syndicale allemande unique que prendra forme le réveil de la classe ouvrière allemande". Peut-on être aveugle à ce point sur ce que sont les syndicats et tout l'appareil, du délégué d'entreprise au secrétaire confédéral dans les structures capitalisme ("libré" ou d'état). L'aveuglement s'explique par la croyance préexistante que le parti ou le syndicat, c'est à dire une "élite" de militants régleront les problèmes de la révolution et de la société socialiste.

- L'anarcho-syndicaliste (n° 53 - décembre 1965 - Gatineau - Groupe scolaire 79 St Florent les Miort) parle de l'exclusion de la CGT des animateurs d'un groupe de jeunes de St Nazaire jugés trop ardents...
- "La CGT décida l'an dernier de former une commission de jeunes. Nos deux futurs exclus en furent les animateurs principaux. Une vingtaine de jeunes se réunissaient autour d'un journal "jeunes prolos" écrit et diffusé par eux mêmes. Mais les bureaucrates n'avaient plus le contrôle de l'entreprise - déjà le titre avait donné lieu à d'interminables discussions, la direction syndicale aurait préféré "Ohé les jeunes" ou "Printemps". Chaque numéro du journal était épluché, toute velléité d'indépendance brimée. Le 6ème numéro comportant entre autre un éditorial sur 1936 et un poème anti militariste fut carrément censuré par la direction syndicale et ne vit jamais le jour. Pour les discussions, ce fut pareil, chaque fois les bureaucrates y mettaient leur nez: ainsi une conférence sur le planing familial ou un débat sur l'objection de conscience furent carrément interdits. Pour en finir, la CGT supprima purement et simplement la commission des jeunes. Mais certains avaient pris le goût à la discussion; ils formèrent un groupe de jeunes en dehors du syndicat avec un journal "révolution". Cela, la CGT ne le leur pardonne pas."
- A la suite de leur intervention pour dénoncer le cirque électoral, le PCF les dénonça (nommément les deux jeunes) et la CGT demanda leur exclusion de la CGT avec comme motif "violation des statuts de la CGT". Ce qui fut fait.

- Contre-courant (Louvet - 26 rue P Leroux - Paris 7ème) n° 129 - 15/12/65 - Campagne pour la municipalisation - Court historique du mouvement bulgare.

- L'Homme Libre (n° 25 - II Rue de la Résistance 42 St Etienne)
- Cahiers de l'humanisme libertaire (Lucé Otlié 21 rue des Mathurins - 91 Bièvres)